

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2014)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Le Mali sur le chemin de la Paix  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-781100>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

GCSP

Geneva Centre for Security Policy  
Centre de Politique de Sécurité, Genève  
Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik

Impartial, Inclusive, Influential



GCSP

## Le Mali sur le chemin de la Paix

**L**e 24 octobre, le Centre genevois de politique de sécurité a organisé une discussion publique, organisée et animée par M. Maarten Merkelbach, en charge du programme de Leadership dans la gestion des conflits. L'événement a été co-organisé par l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

L'ancien ambassadeur mauritanien et représentant des Nations unies au Burundi, S.E. Ahmedou Ould-Abdallah, a présenté le conflit malien dans le contexte des crises modernes: « *La plupart des conflits, à un stade ou à un autre, sont du business.* » Il a mis l'accent sur la dimension régionale et internationale du conflit malien, notamment sur ses liens avec la guerre civile en Syrie et ses conséquences possibles au Niger.

Les causes du conflit sont de trois ordres: des forces radicalisées provenant du Maghreb, une absence de développement durable malgré un soutien financier non négligeable et enfin le conflit armé en tant que source de revenu pour de nombreux acteurs dans la région. Comment agir? Le plus efficace est de lutter contre le financement du djihad et le soutien économique au développement: 3,2 milliards US\$ ont été promis, mais combien atteindront effectivement la population malienne? Il faut mettre en place un système de dialogue et de réconciliation; mais la difficulté est que dans une guerre qui se prolonge, les parties au conflit perdent leur indépendance face aux acteurs régionaux. Les solutions sont donc régionales: or si la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a voulu intervenir, elle s'est heurtée aux limites du financement et de la logistique d'une telle opération; malgré l'aide demandée, le comité d'état-major conjoint - dont le Mali est pourtant un membre fondateur - n'a pas répondu.

Ainsi, le Mali fait face autant à des difficultés internes que régionales. L'éclatement de la Libye de Mouammar Kadhafi n'a pas été une cause, mais un déclencheur qui a précipité la faillite du Mali. La perméabilité des frontières, les convoitises des voisins, de même que sa globalisation

—émigration oblige— font craindre une extension des conséquences des crises au Sahel.

Alexandre Vautravers, Associate Fellow du GCSP, a présenté un historique du Mali, qui montre d'abord l'échec du soutien politique, économique et militaire américain depuis 1991, l'échec du consensus politique du président «ATT» Touré renversé en mars 2012 autant par les indépendantistes touareg du Nord que par ses propres officiers, l'échec du gouvernement putschiste du capitaine Sanogo défait militairement en quelques mois par le MNLA. La crise a été exacerbée par le manque de résolution et d'action de la communauté internationale. En effet, malgré le consensus au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, l'accord au sein et avec la CEDEAO a été plus lent à émerger. Ceci dans un contexte où les Etats-Unis «pivotent» vers l'Asie et semblent se désintéresser de l'Afrique.

La réponse internationale est de deux ordres: militaire et humanitaire. Militairement, il s'est agi d'une opération de stabilisation, anti-insurrectionnelle, où la rapidité a permis de bousculer l'opposition ou les résistances - qui se sont le plus souvent enfui au-delà des frontières. Sur le plan humanitaires maintenant, il s'agit de garantir l'assistance à 1,3 million de personnes; on compte 170'000 réfugiés et 311'000 personnes déplacées. Seul 38% du financement du volet humanitaire est en place.

Eric Blanchot a évoqué l'engagement depuis un an du Centre pour le dialogue humanitaire (HD) de Genève. Il a démontré l'échec de la Commission dialogue & réconciliation, sur le mode sud-africain. Critique à l'égard de l'intervention française, il a également montré que l'insécurité et les violences demeurent. Après s'être présenté comme réconciliateur de l'unité nationale, le nouveau président Ibrahim Boubacar Keïta «IBK» n'a guère honoré ses promesses d'ouverture: les accords de Ouagadougou sont lettre morte, et le Gouvernement central garde ses distances avec la MINUSMA afin de régler la question touareg de façon bilatérale. Pour



autant, la communauté internationale ne doit pas abandonner le Mali ; car le départ des forces armées et des organisations internationales conduirait à un délitement immédiat de l'Etat.

Le général de corps d'armée nigérian Chikadibia Obiakor, ancien commandant de la forces des Nations unies au Libéria, a démontré que la faillite du Mali était prévisible. Ses causes sont la mauvaise gouvernance, les trafics en tous genre, puis l'explosion de la Libye – une crise mal gérée et aux nombreuses retombées régionales. Les solutions sont régionales, mais chaque pays de la région fait face à sa propre insurrection – à l'instar de Boko Haram au Nigéria.

Après une campagne politique «réunificatrice» du président IBK en septembre et la récente victoire de son parti aux élections législatives de novembre 2013, le Mali s'achemine vers un renforcement de son Etat central. La Communauté internationale soutient ce changement en débloquent plus de 3,25 milliards US\$ pour la reconstruction du pays. Mais trois questions demeurent : celle de l'autonomie des régions du Nord ; celle de l'efficacité du développement économique comme de la reconstruction politique ; enfin la présence internationale – sachant que sur les 12'000 soldats annoncés de la MINUSMA, seule la moitié à ce jour sont sur place.



Ci-dessus : Eric Blanchot et S.E. Ahmedou Ould-Abdallah.  
Ci-dessous : Alexandre Vautravers, à droite.



## News

### Scrambles japonais

En 2012, les Forces aériennes d'autodéfense japonaises (JASDF) ont effectué « 554 décollages sur alertes » (scrambles), selon une déclaration du Ministère de la Défense, qui publie ces chiffres chaque année depuis 2001. On compte ainsi 248 interceptions déclenchées pour intercepter des appareils russes, contre 306 pour intercepter des appareils chinois.

C'est la première fois que la République populaire de Chine dépasse la Russie en nombre d'incursion : on n'en comptait que 156 l'année précédente. L'analyse révèle que le nombre d'interception a doublé tous les trois mois. Les tensions entre le Japon et ses deux grands voisins sont connues : la question des îles Kouriles dans le cas de la Russie, ainsi que celles des îles Senkaku/Diaoyu pour la Chine.

La tension dans la région est perceptible, autant dans les discours que dans la hausse des budgets de défense. Il faut noter que les vols d'interception des JASDF sont effectués dans leur grande majorité avec des munitions de guerre.

Alignant une flotte de 17 AWACS (13 E-2C et 4 E-767) et 348 chasseurs-bombardier (202 F-15 EJ, 146 F-2A/B et 70 F-4 EJ), les capacités japonaises en matière de surveillance et de défense aérienne sont considérables. Elles sont cependant de plus en plus hypothéquées par la prolifération et le développement de missiles balistiques par plusieurs acteurs régionaux (notamment la Corée du Nord), mais également par le développement d'un nombre croissant d'avions de combat à haute performance : Sukhoi-30, J-10 notamment. Le Japon est un partenaire et un client impatient de recevoir le F-35 Joint Strike Fighter (JSF) en 2017, mais on peut douter que cet appareil, voué à être polyvalent, soit véritablement le chasseur à hautes performances nécessaire à la protection des îles japonaises.

Source : *Défense & Sécurité internationale* (DSI) No.92, mai 2003, p. 23.

NB : Le F-2 est la version nipponne du F-16 américain.



Un F-15EJ de retour de mission. Il est armé de deux missiles air-air à courte portée AIM-9L. A noter que rares sont les photos disponibles montrant des appareils des JASDF armés. Les rares clichés disponibles sur le web montrant des appareils équipés de *Sidewinder* sont en réalité des munitions inertes servant à la simulation de combats air-air.